



C E T R I

ANALYSE 2015
9 décembre

Centre tricontinental

MEXIQUE : FEMINISMES EN VOIE DE DECOLONISATION

Sylvia Marcos

Au Mexique, le mouvement des femmes émerge avec les caractéristiques sociales typiques d'un pays marqué par l'invasion et la domination des cultures indigènes suite à la conquête et à la colonisation espagnole. C'est dans ce contexte que s'inscrit la vie des femmes mexicaines. Tout au long de son histoire, le pays a lutté pour l'intégration de ses origines au sein d'une nation qui puisse reconnaître ce double héritage.

Jusqu'au soulèvement zapatiste de janvier 1994, la présence indigène est restée marginalisée et ignorée dans l'ensemble de la société et à l'intérieur même du mouvement des femmes. Le capitalisme, spécialement dans son versant néolibéral, absolutisant le libre-échange et impliquant l'exploitation vorace de la nature sans contrôle ni régulation, constitue un autre front dans lequel doivent s'insérer les revendications féministes.

Bref rappel historique des féminismes de gauche

Groupes d'autoconscience et questions de micropolitique

Au début des années 1970, le mouvement féministe de la « deuxième vague » émerge et se consacre aux revendications pour les droits des femmes. Ce féminisme a démystifié efficacement la double morale patriarcale face à la sexualité et à l'avortement, en démasquant les stéréotypes féminins qui prétendaient faire dépendre exclusivement l'identité d'une femme du fait d'avoir un mari et d'être mère.

Les petits groupes d'autoconscience ont permis que de nouvelles demandes soient exprimées et articulées. Suite à cela, beaucoup de femmes ont commencé à s'insérer dans des sphères comme la littérature, le théâtre, le cinéma, et dans des activités politiques, en rejoignant un parti, généralement de gauche. L'expression « machisme-léninisme » a été adoptée par celles-là mêmes qui participaient à des groupes politiques inspirés alors du « marxisme-léninisme ». Dans ces luttes, leurs positions féministes impliquaient de lever le masque du système patriarcal dissimulé et implicite, toujours présent dans les programmes de justice sociale. À cette époque, les féministes étaient majoritairement des femmes de la classe moyenne.

Ainsi, dès son origine, le féminisme mexicain présente deux facettes et se développe sous le signe de la pluralité, obligé pour ainsi dire de tenir des positions multiples, diverses et quelquefois contradictoires dans ses requêtes. D'un côté, il conteste les postures de soumission et de dépendance assignées aux femmes à travers les idéologies patriarcales présentes dans la société en général. De l'autre, à l'intérieur des organisations de gauche, il attaque la reproduction de ces normes, y compris chez ceux qui s'engageaient dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression des laissés-pour-compte du capitalisme.

Un défi : s'organiser dans la diversité

En 1976, les différents groupes féministes ont commencé à travailler de façon coordonnée. La mise en place de la Coalition des femmes féministes (Marcos, 1999) contribua à la reconnaissance du mouvement comme force sociale. Ses multiples demandes ont fusionné en trois revendications principales : 1) la maternité volontaire qui englobait l'éducation sexuelle, l'utilisation de la contraception et le droit à l'avortement libre et gratuit ; 2) la lutte contre toute violence portée envers les femmes, et en particulier la violence sexuelle ; 3) les droits quant aux orientations sexuelles « autres », lesbiennes et homosexuelles.

Suite à ces revendications, en 1976, le premier projet de loi sur la maternité volontaire a été élaboré et présenté. Un an après, le premier centre d'aide pour les victimes de viol et de violence sexuelle a été créé. Durant ces années-là, les premières publications féministes ont vu le jour, telles que *Fem* et *La Revuelta*. Dès 1980, des programmes radio ayant une approche féministe ont commencé à être diffusés.

En 1979 fut fondé le Front national pour la libération et les droits des Femmes (FNALIDM), au sein duquel, pour la première fois dans l'histoire du féminisme mexicain, des femmes se sont réunies, nonobstant leurs horizons sociaux très divers, leurs points de vue et intérêts divergents, et le fait qu'elles ne soient pas nécessairement féministes. Contrairement aux groupes d'autoconscience – qui questionnaient peu les structures économiques dans lesquelles leurs revendications s'inscrivaient – cette coalition, à la survie précaire, avait pour principal objectif de créer une force politique soudée implicitement par l'universalité de l'oppression des femmes.

Cette coopération a connu son apogée dans les années 1980. Les femmes des milieux urbains populaires, les ouvrières, les syndicalistes, les paysannes, les indigènes, les migrantes rurales qui vivaient dans la pauvreté, ont commencé à coordonner les demandes qui leur étaient particulières avec celles des femmes des mouvements féministes, académiques et politiques. Ces années-là, un large mouvement de femmes a commencé à prendre forme, embrassant toute la diversité de ses composantes, leurs tensions internes, leurs avancées comme leurs reculs. L'ampleur et l'hétérogénéité de ce projet ont permis d'introduire, à côté du féminisme, d'autres discours et d'autres pratiques, d'autres manières de comprendre la condition de subordination des femmes, ce qui eut pour conséquence de compliquer la définition des stratégies nécessaires pour atteindre des objectifs de plus en plus ouverts.

Ces années-là ont été marquées par des négociations difficiles, dans la mesure où il n'y avait pas, à première vue, de concordance entre les priorités des femmes qui vivaient dans la pauvreté et celles des femmes issues des classes moyennes. Comme beaucoup parmi ces dernières adhéraient à la gauche, progressivement elles ont réussi à partager les priorités des femmes exploitées et démunies. Simultanément, les revendications féministes contre le machisme se sont infiltrées jusqu'aux syndicalistes, aux femmes en milieu rural et aux femmes proches du mouvement urbain populaire et ont figuré dans leur agenda politique.

À partir de ce moment-là, le principal défi du mouvement féministe fut de savoir comment articuler les droits des plus démunies avec les droits qui concernent spécifiquement les femmes. Les groupes féministes peuvent ainsi être situés à l'intérieur d'un continuum dont une extrémité donne la priorité aux droits des femmes, indépendamment des questions culturelles, ethniques ou de classes, et dont l'autre extrémité privilégie la défense des droits des plus démunies et, si nécessaire, indépendamment des droits des femmes.

Les mouvements de femmes indigènes : féminismes depuis la base et la gauche

Sauvegarder la tradition intellectuelle féministe depuis « la base et la gauche », implique beaucoup plus que de faire une analyse féministe en utilisant les référents et les critères épistémologiques établis. On a besoin d'une épistémologie féministe décolonisée : « *il faudrait [...] désenchaîner la théorie et passer à la pratique* » (sous-commandant Marcos, 2008a). Il est crucial d'inventer de nouveaux outils conceptuels qui puissent prendre en compte les formes spécifiques de l'oppression des femmes, dans leurs contextes, tels que ceux où vivent par exemple les femmes indigènes mayas, nahuas, quechuas,

aymaras et mapuches.

En outre, il convient de se poser plusieurs questions : qu'apporte le savoir produit par un mouvement indigène au féminisme en tant que théorie sociale critique ? En quoi le lien entre identité / fusion communautaire et identité de genre explore-t-il de nouvelles voies pour les mouvements indigènes ? Ces questions sont une invitation à réfléchir sur la place accordée au genre dans les agendas politiques des mouvements sociaux revendiquant des racines ancestrales.

Parallèlement à la rédaction des documents du Premier sommet des femmes indigènes des Amériques (2003), les femmes indigènes qui se sont organisées ont produit collectivement un document intitulé « Le genre depuis la vision des femmes indigènes ». L'analyse de ce document donne des indications pour retrouver les racines philosophico-culturelles ancestrales, ainsi que pour examiner la reconceptualisation et la redéfinition de certains termes féministes par les femmes indigènes. C'est un processus d'échanges, mais surtout, d'appropriations philosophiques multidimensionnelles (Marcos, 2009).

Zapatisme et droits des femmes

L'affirmation arrogante quant à la supériorité de certaines voies de la connaissance sur d'autres – et plus seulement d'une race sur une autre, en vigueur depuis la conquête et la colonisation du Mexique –, est implicite dans « *l'effacement épistémologique et politique* » (Mignolo, 2003) des manières locales d'appréhender le monde dans les cosmovisions, celle maya en particulier, et des Amériques en général. À l'opposé de ces prétentions hégémoniques, le mouvement social et politique le plus important de notre temps, le zapatisme, a construit sur une récréation des savoirs ancestraux méso-américains ses projets politiques, les modalités de son autonomie et de son autogouvernement, et ses objectifs de lutte.

Il ne faut dès lors pas s'étonner que pour le zapatisme, l'inclusion des femmes et leur égale participation aux postes d'autorité, leurs capacités à assumer des responsabilités au sein de leurs communautés *en même temps* que les hommes, ainsi que leurs exigences d'être traitées dignement et respectueusement, soient *la* proposition politique zapatiste, qui de ce fait n'en est pas « une de plus » parmi les priorités établies de façon hiérarchique. « *Nous ne pensons pas que la lutte pour la terre soit prioritaire par rapport à la lutte du genre* » (sous-commandant Marcos, 2008b).

D'un point de vue social critique, ce qui transparait des pratiques politiques zapatistes, c'est le principe selon lequel toutes les options sont nécessaires et sont imbriquées les unes dans les autres ; elles sont interconnectées et interdépendantes. Cette affirmation pourrait évoquer la structure d'un rhizome, métaphore capable de créer un imaginaire possible et rénovateur face aux schémas caducs (Deleuze et Guattari, 1980). Elle évacue les organisations en pyramide hiérarchique ou en opposition binaire, car il s'agit de parvenir à échapper aux schémas théoriques « centre / périphérie » ou « supérieur / inférieur », ainsi qu'à d'autres types de catégories qui se reproduisent subrepticement, influencées par les traditions philosophiques « occidentales » dominantes.

Tel est le principe organisationnel et politique qui donne au zapatisme sa couleur et sa saveur ; il apparaît comme la moelle épinière d'une posture qui caractérise les « nouveaux » mouvements sociaux. Faisant irruption dans la société et l'imaginaire politique, le zapatisme inscrit dans son premier bulletin, en 1993, une « loi révolutionnaire des femmes » qui, ne laissait pas de place aux machismes et aux androcentrismes institutionnels et quotidiens. Au fil des ans, cette loi a été reprise, renforcée, développée, avec persévérance, afin que l'attention et les efforts collectifs continuent à se fixer sur la proposition zapatiste pour « un autre monde et un autre chemin », avec les femmes au centre.

Nous arrivons ainsi, en 2014, aux témoignages de 150 femmes zapatistes ayant autorité, qui ont partagé leurs expériences lors de l'*Escuelita zapatista* (« la petite école zapatiste ») à l'Université de la terre (UniTierra) – aussi appelée CIDECI (Centre indigène de formation intégrale). Elles évoquent leurs difficultés et leurs progrès – tomber sans cesse mais se relever à nouveau pour poursuivre ce projet politique si particulier, si complexe, si nouveau. « *Ce qu'il faut, c'est comme une reconstruction de l'humanité* », avance une professeure zapatiste du village d'Oventic lors de sa participation. Un long chemin a été parcouru depuis la « loi révolutionnaire des femmes », toujours d'actualité vingt ans plus tard (Marcos, 2014).

Depuis les mouvements des femmes indigènes du Mexique et d'Amérique latine, et plus particulièrement depuis le zapatisme, ont émergé des revendications et des pratiques en partie convergentes, mais à partir d'autres coordonnées, qui ne sont ni une importation ni une imitation du féminisme urbain du Nord géopolitique – mexicain ou international –, ni même une stricte réhabilitation des principes d'une cosmovision ancestrale avec la dualité féminin / masculin. C'est ainsi que de l'intérieur, le mouvement zapatiste se crée et se recrée en permanence.

Conclusion

Les femmes indigènes, au cœur des peuples du monde, ont apporté une contribution importante dans les luttes antisystémiques. Il suffit d'évoquer les collectifs de femmes dans des pays tels que l'Inde – comptant des centaines de groupes organisés –, le Bangladesh, la Turquie, l'Iran, les Philippines, la Bolivie, le Brésil, l'Équateur, la Colombie, et bien d'autres. Ces initiatives se dédoublent et se multiplient, changeant la face des mouvements sociaux. Elles contribuent à la construction d'un nouveau monde, depuis leur ancrage local. Elles sont en train de générer un processus de reconceptualisation épistémologique dans lequel leur présence n'est déjà plus considérée comme marginale, mais comme indispensable.

En outre, ces propositions et pratiques ont trait non seulement à la création d'un féminisme nouveau et très « autre », mais aussi à la définition d'une nouvelle approche des problématiques qui touchent les collectivités humaines et les peuples, comme la militarisation, le trafic de personnes, le mercantilisme, les migrations forcées et volontaires, et les discriminations de tout ordre. Les mouvements de femmes indigènes apportent leurs contributions critiques. Comme dans le cas du zapatisme, il est indispensable de rapprocher les critiques du capitalisme néolibéral et les propositions de justice touchant les structures patriarcales qui sous-tendent les sociétés.

Bibliographie

Deleuze G. et Guattari F. (1980), *Mille plateaux. Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Les Editions de Minuit.

Marcos S. (1999), « Twenty Five Years of Mexican Feminisms », *Women Studies International Forum*, Vol 22, no. 4.

Marcos S. (2009), « Mesoamerican Women Indigenous Spirituality », *Journal of Feminist Studies in Religion*, vol. 25, n° 2, p. 25-45.

Marcos S. (2014), « La loi révolutionnaire des femmes zapatistes, vingt ans après », in Duterme B. (dir.), *Zapatisme, la rébellion qui dure*, Louvain-la-Neuve / Paris, CETRI / Syllepse, p. 137-152.

Mignolo W. (2003), *Historias locales / diseños globales, colonialidad, conocimiento subalterno y pensamiento fronterizo*, Madrid, Akal.

Sommet des femmes autochtones des Amériques (2003), *Memoria de la primera cumbre de mujeres de América*, Mexico, Fundación Rigoberta Menchú.

Sous-commandant Marcos (2008a), « Parte I. Arriba, Pensar el blanco. La geografía y el calendario de la teoría », *Planeta tierra y movimientos antisistémicos*, San Cristóbal de las Casas, CIDECI-UniTierra.

Sous-commandant Marcos (2008b), « Parte II. La lucha de las mujeres, ¿del centro a la periferia? Escuchar al Amarillo, el calendario y la geografía de la diferencia », *Planeta tierra y movimientos antisistémicos*, San Cristóbal de las Casas, CIDECI-UniTierra.

Sylvia Marcos est professeure, membre-fondatrice du Séminaire permanent « anthropologie et genre » de l'Instituto de investigaciones antropológicas de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), auteure de plusieurs ouvrages sur les questions indigènes, religieuses et de genre en Amérique latine.



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

